

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JUILLET 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : FORMATION CONTINUE AS AP - PQFC - CHANGEMENTS
ORGANISMES GESTIONNAIRES - CONVENTION PÔLE EMPLOI**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	8
Annexe 1 -Tableau récapitulatif des organismes de formation AP AS rentrée sept 2023	9
Annexe 2 - Convention Pôle Emploi	11
Annexe 3 - Convention PQFC Rectorat	24

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Formations d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture : programme de qualification par la formation continue (PQFC) et pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC)

L'intervention régionale pour les demandeurs d'emploi au titre de la formation professionnelle continue d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture consiste à verser une aide régionale aux centres de formation afin d'assurer la gratuité de la formation pour les demandeurs d'emploi et de leur permettre d'accéder à ces métiers en forte tension.

Ce programme est financé dans le cadre du partenariat entre la Région et Pôle emploi reconduit en 2023 et du pacte régional d'investissement dans les compétences conclu entre l'Etat et la Région.

1.1. Rentrée de septembre 2023 : financement des instituts de formation de ce programme

Afin de préparer la rentrée de septembre 2023, il est proposé d'affecter les crédits correspondants aux places financées dans le cadre de ce dispositif : 581 places financées par la Région et Pôle Emploi et 82 places financées au titre du PRIC. Au total, il est proposé d'attribuer une subvention de 5 267 105 € en faveur des centres de formation au titre du programme de formation professionnelle continue.

L'affectation des crédits en amont de la rentrée permet aux centres de formation de donner de la visibilité aux candidats sélectionnés sur le financement de leur formation.

1.2. Convention de partenariat 2023 avec Pôle emploi

Pôle emploi intervient en partenariat sur ce dispositif depuis 2016 et s'engage à maintenir une subvention de 1,5 M€ en 2023. La convention de partenariat avec Pôle emploi pour l'année 2023 est proposée en annexe 2 à la délibération.

1.3. Réorganisation des IFAS et IFAP des académies d'Île-de-France et transfert de gestion des lycées aux GIP-FCIP

- **Modification d'organisation et nouvelle convention**

Les rectorats franciliens ont revu l'organisation des formations aides-soignants et auxiliaires de puériculture dispensées au sein des établissements en formation initiale et en formation continue, dans les GRETA afin de répondre aux exigences réglementaires de la formation et notamment celle portant sur la certification Qualiopi et la direction des instituts de formation, structurer davantage l'organisation de ces formations et optimiser le remplissage des places financées.

Le portage de ces formations sera assuré par un GIP FCIP (Groupement d'Intérêt Public Formation et Certification pour l'Insertion Professionnelle) dans chaque académie.

Cette réorganisation concerne 2 079 places de formation aide-soignant et auxiliaire de puériculture étaient ouvertes dans les lycées publics et GRETA d'Île-de-France (1 138 places d'auxiliaire de puériculture et 941 places d'aide-soignant), soit près d'un tiers de la capacité d'accueil autorisée en Île-de-France.

Le changement d'organisme gestionnaire effectif à compter du 1^{er} septembre 2023. Dans le cadre de cette réorganisation, les trois académies sont en mesure d'augmenter la capacité d'accueil autorisée de leurs instituts de 37 places.

Les avances et soldes des subventions affectées avant le 1^{er} septembre 2023 continueront d'être gérés jusqu'à la clôture dans le cadre des conventions signées entre la Région et chaque lycée porteur des activités du GRETA par département.

Les subventions, affectées pour la prochaine rentrée de septembre 2023 et les suivantes, seront régies par une nouvelle convention spécifique aux GIP-FCIP, présentée en annexe 3. Afin d'optimiser le remplissage des instituts, cette convention prévoit la possibilité de rendre fongible, par formation et à l'échelle du département, les places de formation.

- **Dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour autoriser le renouvellement temporaire d'un an**


Plusieurs autorisations de formations au sein des lycées doivent être renouvelées dans les prochains mois. Dans le contexte de changement d'organisation et de création des GIP-FCIP, et afin de faciliter la constitution du dossier de demande, il est proposé à titre exceptionnel aux instituts de formation, dont l'autorisation arrive à échéance avant le 1^{er} septembre 2024, de déroger aux articles 4.3 et 6 7 du règlement d'autorisation des formations paramédicales adopté par délibération n° CP 2022-034 du 28 janvier 2022 en renouvelant de manière anticipée et provisoirement leur autorisation pour une durée d'un an à compter du 1^{er} septembre 2023, date de changement d'organisme gestionnaire

1.4. Réorganisation de l'IFAC et transfert de formation à l'institut Clorivière

L'IFAC 92 est devenu l'organisme gestionnaire de l'ensemble des sites de formation de l'IFAC (Elancourt, Combs-la-Ville et Asnières-sur-Seine). Le lycée privé Carcado-Saisseval transfère ses formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture à l'institut Clorivière. Aussi, il est proposé de signer avec ces nouveaux organismes gestionnaires une convention conforme à la convention triennale 2022-2024 adoptée par délibération n° CP 2021-450 du 19 novembre 2021.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 5 JUILLET 2023

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : FORMATION CONTINUE AS AP - PQFC - CHANGEMENTS ORGANISMES GESTIONNAIRES - CONVENTION PÔLE EMPLOI

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L.4383-5 et R.6145-56 et suivants.

VU le code du travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

VU l'arrêté du 17 avril 2018 modifiant l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux ;

VU l'arrêté du 7 avril 2020 relatif aux modalités d'admission aux formations conduisant aux diplômes d'Etat d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture ;

VU l'arrêté du 16 décembre 2020 relatif aux indemnités de stage versées aux étudiants inscrits dans les instituts de formation de certaines professions de santé ;

VU l'arrêté du 12 avril 2021 portant diverses modifications relatives aux conditions d'accès aux formations conduisant aux diplômes d'Etat d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture ;

VU l'arrêté du 10 juin 2021 relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'aide-soignant et portant diverses dispositions relatives aux modalités de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux ;

VU l'arrêté du 10 juin 2021 relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 relative à l'engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CP 2018-174 du 30 mai 2018 relative à la formation continue des demandeurs d'emploi et à la présentation complémentaire ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-449 du 19 novembre 2021 portant renouvellement de la convention d'objectifs et de moyens des organismes de formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CP 2021-450 du 19 novembre 2021 approuvant la convention de financement des formations AS et AP et la convention Etat – Région relative au financement de places en IFSI ;

VU la délibération n° CP 2022-034 du 28 janvier 2022 relative à la subvention globale de fonctionnement 2022 et au règlement des autorisations du sanitaires et dérogations

VU la délibération n° CP 2022-214 du 20 mai 2022 relative à la formation continue AS AP, au financement de l'IFSI Rabelais, aux indemnités de transport MK et Ergo à l'UPEC, et à la convention MK ADERF ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-129 du 29 mars 2023 relative à l'augmentation des capacités IFSI 2023-2024, au complément transport MK Ergo de l'UPEC et aux avenants de transfert PQFC ;

VU la délibération n° CR 2023-011 du 30 mars 2023 relative au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2023-2028 : une mobilisation pour la formation des futurs professionnels ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-269 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Financement des centres de formation dispensant des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue : rentrée de septembre 2023

Décide de participer au titre du dispositif relatif aux centres de formation dispensant de la formation professionnelle continue, au financement des formations de la rentrée de septembre 2023 conformément aux montants précisés en annexe 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec les centres de formation d'un avenant conforme à l'avenant approuvé par délibération n° CP 2022-214 du 20 mai 2022, et avec l'IFAC 92 et l'institut Clorivière à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-450 du 19 novembre 2021, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 5 267 105 €, dont 668 122 € au titre du PRIC, disponible sur le chapitre 932 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-006

« Formation continue - aides-soignants et auxiliaires de puériculture », action 12500601
« Formation continue - aides-soignants et auxiliaires de puériculture » du budget 2023.

Article 2 : Convention de partenariat 2023 entre la Région et Pôle Emploi Île-de-France relative aux modalités de financement des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture

Approuve la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 3 : Réorganisation des IFAS et IFAP des académies d'Île de France et changement d'organisme gestionnaire

Approuve la convention type jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à signer avec chacun des nouveaux organismes gestionnaires des GRETA, soit le GIP-CIP de Créteil, le GIP-FCIP de Paris et le GIP-FCIP de Versailles une convention conforme à cette convention-type.

Article 4 : Dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales des instituts de formation aide-soignant ou auxiliaire de puériculture rattachés aux GIP FCIP dont l'autorisation arrive à échéance avant le 1^{er} septembre 2024

Décide, à titre exceptionnel par dérogation aux articles 4.3 et 7 du règlement d'autorisation des formations paramédicales adopté par délibération n° CP 2022-034 du 28 janvier 2022, le renouvellement anticipé et provisoire de l'autorisation des instituts de formation aide-soignant et auxiliaire de puériculture rattachés au GIP FCIP des académies d'Ile de France dont l'autorisation arrive à échéance avant le 1er septembre 2024 pour une durée d'un an à compter du 1er septembre 2023, date de changement d'organisme gestionnaire.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 -Tableau récapitulatif des organismes de formation AP AS rentrée sept 2023

Programme de Qualification pour la formation continue "Aide-soignant-e - Auxiliaire de puériculture" - Rentrée de septembre 2023

Dpt	Etablissement	Lieu de formation (si différent du centre)	Ville	Formation s dispensée s	Rentrée de septembre 2023							
					PQFC			PRIC			Total PQFC + PRIC	
					Nombre de demandeur s d'emploi minimum financés	Conventionn ement Rentrée de septembre 2023	Dossier IRIS PQFC	Nombre de demandeur s d'emploi minimum financés	Conventionn ement Rentrée de septembre 2023	Dossier IRIS PACTE	Nombre de demandeurs d'emploi minimum financés en sept 2023	Montant de la subvention par centre
75	ASSISTEAL Formation	ASSISTEAL Formation	PARIS	AS	45	419 265 €	23005175	6	55 902 €	23005176	51	475 167 €
	Ecole Centrale de Puériculture	Ecole Centrale de Puériculture	PARIS	AP	71	592 850 €	23005179	6	50 100 €	23005181	77	642 950 €
	Insittut Supérieur "Clorivière"	Insittut Supérieur "Clorivière"	PARIS	AS	11	83 600 €	23005785	6	45 600 €	23005786	17	129 200 €
	Insittut Supérieur "Clorivière"	Insittut Supérieur "Clorivière"	PARIS	AP	10	76 000 €	23005783	6	45 600 €	23005784	16	121 600 €
	GIP-FCIP de l'académie de Paris	Différents lieux dans Paris	PARIS	AS	24	194 040 €	23005189	2	16 170 €	23005190	26	210 210 €
TOTAL 75					161	1 365 755 €		26	213 372 €		187	1 579 127 €
77	CMPA	IFAS de NEUFMOUTIERS EN BRIE	NEUFMOUTIERS EN BRIE	AS	7	52 619 €	23005184	2	15 034 €	23005185	9	67 653 €
	GIP-FCIP de l'académie de Créteil	Lycée Jean Moulin	TORCY	AS	36	291 060 €	23005191	0	0 €	NC	36	291 060 €
		Lycée Simone Signoret	VAUX LE PESNIL									
		Lycée Jean Moulin	TORCY	AP	19	153 615 €	23005192	0	0 €	NC	19	153 615 €
TOTAL 77					62	497 294 €		2	15 034 €		64	512 328 €
78	ACPPAV	Centre Jean Brudon	POISSY	AP	21	144 963 €	23005195	5	34 515 €	23005197	26	179 478 €
	Ecole Jeanne Blum	Ecole Jeanne Blum	JOUY EN JOSAS	AP	16	139 200 €	23005198	6	52 200 €	23005199	22	191 400 €
	IFAC 92	IFAC 92	ELANCOURT	AP	13	87 477 €	23005201	3	20 187 €	23005202	16	107 664 €
TOTAL 78					50	371 640 €		14	106 902 €		64	478 542 €
91	GIP-FCIP de l'académie de Versailles	Lycée Henri Poincaré	PALAISEAU	AS	27	218 295 €	23005203	0	0 €	NC	27	218 295 €
		Lycée Charles Baudelaire	EVRY									
		Lycée Henri Poincaré	PALAISEAU	AP	9	72 765 €	23005204	0	0 €	NC	9	72 765 €
	ACCPAV	Centre Hoche	JUVISY	AP	30	207 090 €	23005206	0	0 €	NC	30	207 090 €
TOTAL 91					66	498 150 €		0	0 €		66	498 150 €
92	AFPS SARL - Groupe ORPEA	AFPS SARL - Groupe ORPEA	VILLENEUVE LA GARENNE	AS	10	89 980 €	23005207	9	80 982 €	23005208	19	170 962 €
	GIP-FCIP de l'académie de Versailles	Lycée Etienne Jules Marey	BOULOGNE BILLANCOURT	AS	39	315 315 €	23005209	0	0 €	NC	39	315 315 €
		Lycée René Aufray	CLICHY LA GARENNE									
		Lycée Jean-Jaurès	CHATENAY MALABRY									
		Lycée Etienne Jules Marey	BOULOGNE BILLANCOURT	AP	37	299 145 €	23005211	9	72 765 €	23005212	46	371 910 €
		Lycée Jean-Jaurès	CHATENAY MALABRY									
		Lycée René Aufray	CLICHY LA GARENNE									
		Lycée Gustave Eiffel	RUEIL MALMAISON									
SGM	SGM	SURESNES	AP	16	121 600 €	23005213	7	53 200 €	23005214	23	174 800 €	
TOTAL 92					102	826 040 €		25	206 947 €		127	1 032 987 €
93	CERPE	CERPE	AUBERVILLIERS	AP	14	129 262 €	23005216	4	36 932 €	23005217	18	166 194 €
	GIP-FCIP de l'académie de Créteil	Lycée Henri Sellier	LIVRY GARGAN	AP	19	153 615 €	23005218	0	0 €	NC	19	153 615 €
		Lycée Liberté	ROMAINVILLE	AS	26	210 210 €	23005219	6	48 510 €	23005220	32	258 720 €
		Lycée Hélène Boucher	TREMBLAY-EN-FRANCE									
TOTAL 93					59	493 087 €		10	85 442 €		69	578 529 €
94	INFA	INFA	NOGENT / MARNE	AP	16	95 040 €	23005222	0	0 €	NC	16	95 040 €
	INFA	INFA	NOGENT / MARNE	AS	27	144 747 €	23005223	0	0 €	NC	27	144 747 €
	GIP-FCIP de l'académie de Créteil	Lycée Armand Guillaumin	ORLY	AS	16	129 360 €	23005224	5	40 425 €	23005225	21	169 785 €
		Lycée Armand Guillaumin	ORLY	AP	22	177 870 €	23005227	0	0 €	NC	22	177 870 €
TOTAL 94					81	547 017 €		5	40 425 €		86	587 442 €
TOTAL Ile-de-France					581	4 598 983 €		82	668 122 €		663	5 267 105 €

Annexe 2 - Convention Pôle Emploi



**CONVENTION DE PARTENARIAT 2023
ENTRE LA REGION Ile-de-France ET POLE EMPLOI Ile-de-France
PORTANT SUR LES MODALITES DE FINANCEMENT
DES FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES**

Entre :

La Direction Régionale Pôle emploi Ile de France
Immeuble Pluton,
3, rue Galilée
93160 Noisy Le Grand

Représentée par la Directrice Régionale Ile de France, Madame Nadine CRINIER,

Ci-après dénommée « Pôle emploi Ile-de-France »

Et

La région Ile-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
En vertu de la délibération n° CP 2023-226 du 5 juillet 2023

Ci-après dénommée « la Région »,

Les parties conviennent de ce qui suit :

Préambule

La loi de décentralisation du 13 août 2004 a transféré un certain nombre de compétences aux conseils régionaux, notamment le financement des formations ouvertes sur concours du secteur sanitaire et social.

La loi du 5 mars 2014 relative à la réforme professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a renforcé les prérogatives de la Région en matière de pilotage et de structuration des formations sanitaires et sociales qui intègrent désormais le Service Public Régional de Formation Professionnelle.

Depuis 2009, la Région et Pôle emploi Ile-de-France se sont mobilisés pour soutenir la qualification professionnelle des demandeurs d'emploi dans le secteur sanitaire et social en cofinçant des parcours complets de formation pour les aides-soignants et auxiliaires de puériculture dans une logique de gratuité.

Le volume des formations d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture financées en 2022 par la Région conjointement avec Pôle emploi et l'Etat via le PRIC, concernait environ 860 demandeurs d'emploi.

Afin de répondre aux besoins en emploi dans le domaine de la santé et des services à la personne, la Région et Pôle emploi Ile-de-France ont décidé de poursuivre leur effort de financement des formations régionales sanitaires et sociales spécifiquement sur les métiers d'aide-soignant et auxiliaire de puériculture pour les demandeurs d'emploi domiciliés en Ile-de-France afin de favoriser leur retour à l'emploi.

Depuis 2016, Pôle emploi Ile-de-France et la Région ont décidé de modifier les modalités de cofinancement et de procéder par voie de subvention versée par Pôle emploi à la Région.

Ce partenariat s'inscrit dans la continuité de la convention cadre de partenariat entre la région Ile de France et Pôle emploi Ile de France pour 2020-2023 du 11 juin 2020 (CR 2020-017) par lequel la Région et Pôle emploi Ile-de-France se sont engagés à poursuivre et renforcer le partenariat relatif aux modalités de financement des formations sanitaires et sociales.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la participation financière de Pôle emploi à la politique publique de la Région en matière d'accès à la formation professionnelle dans les secteurs sanitaire et social, afin de contribuer à la réalisation d'actions de formation professionnelle à destination des demandeurs d'emploi d'Ile-de-France. Les deux parties s'engagent à garantir la gratuité des formations régionales d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture pour ces publics sur la durée de la convention, dans la limite du budget disponible.

Les actions de formation professionnelle visées par la présente convention sont les parcours complets de formation d'aide-soignant et auxiliaire de puériculture dispensés par les organismes de formation autorisés et financés par la région Ile-de-France dont les rentrées se déroulent chaque année en janvier et septembre. Les établissements concernés sont les centres listés en annexe, qui couvrent l'ensemble des départements de l'Ile-de-France.

Article 2 : La subvention

2.1 Montant de la subvention

Pôle emploi s'engage à participer financièrement à la politique de la Région Ile-de-France en matière de formation professionnelle par le versement d'une subvention à la Région aux fins

de réalisation d'actions de formation visées à l'article 1^{er}. Le montant de la subvention de Pôle emploi pour l'année 2023 est fixé à 1 500 000 €.

La Région et Pôle emploi Ile-de-France prennent en charge les coûts de formation déduction faite de la participation d'autres financeurs dans la limite des enveloppes définies chaque année.

2.2 Modalités de versement - remboursement

La participation financière de Pôle emploi est versée à la Région selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement de la subvention est réalisé par appel de fonds de la Région auprès de Pôle emploi en une seule fois et au plus tard le 30 septembre 2023.

Le versement est effectué sur le compte établi au nom du Conseil Régional Ile de France ouvert à la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et du Département de Paris.

IBAN : FR46 3000 1000 64R7 5000 0000 086
IDENTIFIANT SWIFT de la BDF (BIC) BDFEFRPPXXX

Dans le délai maximum d'un an suivant l'expiration de la présente convention, la Région restituera à Pôle emploi le montant de la subvention qui le cas échéant n'aura pas été affecté à la réalisation de ces actions de formation professionnelle.

Article 3 : Les conditions de mise en œuvre

La Région et Pôle emploi Ile-de-France s'inscrivent dans une démarche de simplification du dispositif et de respect du décret qualité n°2019-565 entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2022.

3.1 Obligation des organismes de formation (dont la liste figure en annexe 1)

Au regard du décret n° 2019- 565 du 6 juin 2019

Pour accéder à des fonds publics ou mutualisés, les organismes de formation listés en annexe doivent avoir obtenu de certification QUALIOPI, telle que définie par le décret n°2019-565 du 6 juin 2019. Cette certification QUALIOPI atteste de la qualité du processus mis en œuvre par les prestataires d'actions concourant au développement des compétences (PAC).

Pôle emploi et la Région sont concernés par le **décret n° 2019- 565 du 6 juin 2019** en tant que financeurs de formations. Ce décret vise à garantir que les organismes dispensant des formations financées par la Région et Pôle emploi soient en capacité de réaliser des actions de formation de qualité.

Pour cela, le décret détermine le référentiel national de qualité basé sur sept critères qualité avec lesquels les organismes de formation listés en annexe doivent être en conformité pour obtenir la certification QUALIOPI.

Article R. 6316-1 du code du travail : « Les critères mentionnés à l'article L. 6316-1 sont :

- 1° Les conditions d'information du public sur les prestations proposées, les délais pour y accéder et les résultats obtenus,
- 2° L'identification précise des objectifs de la formation et son adaptation au public formé,
- 3° L'adaptation des dispositifs d'accueil, de suivi pédagogique et d'évaluation aux publics de stagiaires,
- 4° L'adéquation des moyens pédagogiques, techniques et d'encadrement à l'offre de formation,
- 5° La qualification professionnelle et la formation continue des personnels chargés des formations,
- 6° Les conditions d'information du public sur l'offre de formation, ses délais d'accès et les résultats obtenus,
- 7° La prise en compte des appréciations rendues par les stagiaires.

Au regard de « KAIROS »

Dans un souci d'optimiser et de sécuriser les échanges d'information sur le parcours des demandeurs d'emploi, Pôle emploi met à la disposition des organismes de formation un applicatif nommé « Kairos ».

Cet applicatif a pour objectif de faciliter l'entrée en formation des demandeurs d'emploi, de réduire le traitement administratif, de gérer de façon optimale les dossiers des demandeurs d'emploi.

Les organismes de formation listés en annexe s'engagent à signer une convention avec Pôle emploi qui les autorise à utiliser cette plateforme d'échanges. Elle permet, de façon dématérialisée, la transmission d'informations relatives au parcours de formation et remplace une transmission papier. (Lien sur www.pole-emploi.org :<http://www.pole-emploi.org/informations/conventionnement-a-kairos-@/543/view-article-195008.html>)

3.2 Les publics bénéficiaires

Dans le cadre de la mise en œuvre du Service Public Régional de la Formation (SPRF), les demandeurs d'emploi sans diplôme, titre ou certification seront prioritaires dans l'attribution du financement. Pour ce public, aucun critère d'ancienneté d'inscription à Pôle emploi n'est requis.

Dans la limite des crédits disponibles, peuvent également bénéficier de ce financement, les demandeurs d'emploi inscrits, domiciliés en Ile-de-France, remplissant l'une des conditions suivantes :

- être inscrit en catégorie A ou B depuis au moins 6 mois avant l'entrée en formation,
- ou en catégorie D, Contrat de Sécurisation Professionnelle (CSP) à la date d'entrée en formation ;
- les sortants de contrats aidés pendant les 12 mois qui suivent la fin du contrat ;

et ayant réussi les épreuves de sélection d'aide-soignant ou d'auxiliaire de puériculture et qui suivent une formation en parcours complet dans les centres de formation, listés en annexe 1 à la convention.

Pôle emploi et la Région s'accordent pour prendre en compte comme éligibles les candidats remplissant les conditions décrites ci-dessus et retenus dans le cadre des nouvelles modalités de sélection qui seront définies par voie réglementaire.

3.3 La rémunération des stagiaires

La situation indemnitaire s'apprécie au premier jour de formation et déterminera le type de rémunération versée.

Si le demandeur d'emploi a des droits ouverts en allocation d'Aide au Retour à l'Emploi (ARE) il bénéficiera, le cas échéant, sous réserve des conditions d'attribution, de l'allocation d'Aide au Retour à l'Emploi-Formation (AREF), et éventuellement de la Rémunération de Fin de Formation (RFF).

Si le demandeur d'emploi n'a pas de droit dans la catégorie ci-dessus : il sera orienté vers la Région pour une demande d'intervention régime public.

La situation indemnitaire s'apprécie au premier jour de formation et déterminera le type de rémunération versée.

3.4 La saisie des informations

. Via KAIROS

Dans les trois jours suivant le démarrage de la formation, l'organisme de formation saisit l'ensemble des données relatives aux stagiaires demandeurs d'emploi dans l'outil KAIROS, conformément aux règles de la convention KAIROS signée entre Pôle emploi et l'organisme de formation (la liste des organismes de formation figure en annexe 1 de la convention).

. Via la Région pour la communication des données à la plateforme

AGORA

Les dispositions de l'article 81 de la loi du 8 août 2016 relative au travail à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels prévoient que les organismes de formation informent les financeurs, du début, des interruptions et de l'achèvement de la formation, pour chacun de leurs stagiaires, et leur communiquent les données relatives à l'emploi et au parcours de formation professionnelle dont ils disposent sur ces stagiaires. Ces informations remontent sur une plateforme numérique commune : AGORA.

Le logiciel de suivi des formations sanitaires et sociales - Solstiss via le module « Apprenants » est utilisé pour la collecte de données par les centres du Programme de Qualification par la Formation Continue. Pôle emploi délègue à la Région la remontée des données financières et des informations relatives à la réalisation du parcours de formation, conformément aux attendus d'AGORA. La transmission des données des demandeurs d'emploi de ce dispositif dans la plateforme numérique AGORA est donc effectuée par la Région en tant que fournisseur pivot et qui indiquera que Pôle emploi est le financeur de la place de formation concernée. De par son rôle de fournisseur pivot, la Région est en charge de la saisie des différents cycles de vie du dossier de formation jusqu'à sa clôture.

La transmission des informations à AGORA ne se substitue pas à la saisie des données relatives au demandeur d'emploi par l'organisme de formation dans Kairos

Article 4 : Les modalités de suivi de la convention

La Région s'engage à porter à la connaissance de Pôle emploi un bilan qualitatif et quantitatif à l'issue des deux rentrées, soit au plus tard en mars et octobre de l'année en cours, comprenant les éléments suivants :

- le tableau établi par organisme de formation à chaque rentrée comprenant le nombre d'élèves inscrits par établissement et reprenant un certain nombre de critères : éligibles au titre du SPRF ou non, bénéficiaire de l'ARE, (Allocation de retour à l'emploi formation) ou non (cf. modèle annexe 2)
- un état récapitulatif complet par rentrée avec le volume des DE bénéficiaires par centre de formations et les coûts associés (cf. modèle en annexe 3)
- le taux de réussite global aux examens

Pôle emploi s'engage à informer son réseau des nouvelles modalités de financement des formations sanitaires et sociales.

La Région et Pôle emploi Ile-de-France se réservent la possibilité de se rapprocher des différents organismes de formation pour collecter les informations nécessaires.

Article 5 : Communication

Pôle emploi Ile-de-France et la Région informent les publics concernés, les organismes de formation et leurs partenaires des modalités mises en place dans le cadre de la présente convention.

La Région et Pôle emploi s'engagent à faire mention de leur contribution respective sur tous supports de communication relatifs aux formations cofinancées dans le cadre de la présente convention, ainsi que dans ses relations avec des tiers.

La Région et Pôle emploi organiseront une communication conjointe sur les résultats annuels portant sur ce partenariat. Le comité de pilotage visé à l'article 7 validera le texte de ce bilan.

Les organismes de formation listés en annexe sont tenus conventionnellement de renseigner la base de données DOKELIO avant chaque nouvelle rentrée (janvier, septembre), www.idf.dokelio.fr. Cette banque de données sur l'offre de formation fournit l'information contenue dans le portail numérique de l'orientation destiné aux franciliens, salariés ou en recherche d'emploi, et professionnels de la formation, de l'emploi et de l'insertion.

Article 6 : ANOTEA

A l'issue de la formation, les stagiaires seront contactés par le biais d'un courriel afin de les inviter à évaluer leur formation via l'outil ANOTEA. Ce service numérique été créé conformément à l'objectif 14 de la convention cadre de partenariat conclue entre la région Île-de-France et Pôle emploi intitulé « déployer des services numériques innovants ».

Article 7 : Pilotage de la convention

La Région et Pôle emploi Ile-de-France désignent chacun leurs représentants au comité de pilotage de la présente convention (annexe 4 à la convention).

Le comité de pilotage veille à la mise en œuvre de la convention et procède aux actions correctives en se basant sur les bilans définis à l'article 4 de la convention. Il se réunit une fois par semestre. Il peut se réunir en tant que de besoin d'ici la fin de l'année pour accompagner les organismes de formation sur les évolutions opérationnelles.

Le comité de pilotage s'appuie sur les bilans définis à l'article 4 pour établir et valider un bilan annuel transmis au comité de pilotage de la convention cadre de partenariat entre la région Ile-de-France et Pôle emploi 2020-2023. Ce bilan permettra de mesurer la portée du partenariat dans le domaine sanitaire et social.

Article 8 : Durée de la convention - Modification – Résiliation - Litiges

La présente convention est conclue pour l'année 2023. Elle prend effet à compter de sa signature par les parties et prend fin au 31 décembre 2023.

La présente convention peut être résiliée à l'initiative de l'une des parties en cas de non-respect des termes de la présente convention. La demande de résiliation est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et prend effet dans les 6 mois suivants.

Elle peut être révisée par voie d'avenant pour tenir compte des éventuelles évolutions du cadre législatif et réglementaire dans lequel elle est mise en œuvre. Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant.

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au tribunal administratif de Paris.

Fait à Paris, le en quatre exemplaires,

Pour la région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional

Pour Pôle emploi Ile-de-France,
La Directrice Régionale,

ANNEXE 1

Liste des organismes de formation faisant l'objet du partenariat avec Pôle emploi						
Dpt	Etablissement	Lieu de formation (si différent du centre)	Ville	Formations dispensées	Dates de rentrée	
					Janvier	Septembre
75	ABC PUERICULTURE	ABC PUERICULTURE	PARIS	AP	X	
	ASSISTEAL Formation	ASSISTEAL Formation	PARIS	AS	X	
	ASSISTEAL Formation	ASSISTEAL Formation	PARIS	AS		X
	École Centrale de Puériculture	École Centrale de Puériculture	PARIS	AP		X
	Institut Supérieur "Clorivière"	Institut Supérieur "Clorivière"	PARIS	AS		X
	Institut Supérieur "Clorivière"	Institut Supérieur "Clorivière"	PARIS	AP		X
	GP-FCIP de l'académie de Paris	Différents lieux dans Paris	PARIS	AP	X	
TOTAL 75				AS	X	X
77	GP-FCIP de l'académie de Créteil	Lycée Jean Moulin	TORCY	AS	X	X
		Lycée Simone Signoret	VAUX LE PESNIL	AS	X	X
	GP-FCIP de l'académie de Créteil	Lycée Jean Moulin	TORCY	AP	X	X
		Lycée Simone Signoret	VAUX-LE-PENIL	AP	X	
CPMA NEUFMOUTIERS				AS		X
TOTAL 77						
78	ACPPAV	Centre Jean Brudon	POSSY	AP		X
	DOMEA	DOMEA	SAINT REMY LES CHEVREUSE	AS	X	
	École Jeanne Blum	École Jeanne Blum	JOLY EN JOSAS	AS	X	
	École Jeanne Blum	École Jeanne Blum	JOLY EN JOSAS	AP		X
		Lycée Henri Matisse	TRAPPES	AS	X	
	GP-FCIP de l'académie de Versailles	Lycée Henri Matisse	TRAPPES	AP	X	
TOTAL 78						
91	ACCPAV	Centre Hoche	PALASEAU	AP		X
		Lycée Henri Poincaré	PALASEAU	AS		
	GP-FCIP de l'académie de Versailles	Lycée Charles Baudelaire	EVRY	AS		X
		Lycée Henri Poincaré	PALASEAU	AP		X
TOTAL 91						
92	AFPS SARL - Groupe ORPEA	AFPS SARL - Groupe ORPEA	VILLENEUVE LA GARENNE	AS	X	
	AFPS SARL - Groupe ORPEA	AFPS SARL - Groupe ORPEA	VILLENEUVE LA GARENNE	AS		X
	IFAC	IFAC	ASNIERES	AP	X	
	IFAC	IFAC	COMBS LA VILLE	AP	X	
	IFAC	IFAC	ELANCOURT	AP	X	
	IFAC	IFAC	ELANCOURT	AP		X
		Lycée Etienne Jules Marey	BOULOGNE BILLANCOURT	AS		X
		Lycée René Auffray	CLICHY LA GARENNE	AS		X
		Lycée Jean-Jaures	CHATENAY MALABRY	AS		X
		Lycée Etienne Jules Marey	BOULOGNE BILLANCOURT	AP		X
		Lycée Jean-Jaures	CHATENAY MALABRY	AP		X
		Lycée René Auffray	CLICHY LA GARENNE	AP		X
		Lycée Gustave Eiffel	RUEIL MALMAISON	AP		X
	SGM	SGM	SURESNES	AP	X	X
TOTAL 92						
93	CERPE	CERPE	ALBERVILLERS	AP		X
		Lycée Liberté	ROMANVILLE	AS		X
		Lycée Henri Sellier	LAVRY GARGAN	AS	X	
	GP-FCIP de l'académie de Créteil	Lycée Henri Sellier	LAVRY GARGAN	AP		X
		Lycée Hélène Boucher	TREMBLAY-EN-France	AS		X
TOTAL 93						
94	INFA	INFA	NOGENT / MARNE	AP		X
	INFA	INFA	NOGENT / MARNE	AS	X	X
		Lycée Armand Guillaumin	ORLY	AP	X	X
	GP-FCIP de l'académie de Créteil	Lycée Armand Guillaumin	ORLY	AS		X
TOTAL 94						
99		Lycée Camille Pisaro	PONTOISE	AS	X	
	GP-FCIP de l'académie de Créteil	Lycée Camille Pisaro	PONTOISE	AP	X	
		Lycée Nadia & Ferdinand Léger	ARGENTEUIL	AP	X	
TOTAL 95						
TOTAL Ile-de-France						

ANNEXE 2

Tableau établi par organisme de formation à l'issue de chaque rentrée. Ce tableau est envoyé par les organismes de formation à la Région.

FORMATION PARCOURS COMPLET : AIDE SOIGNANT ou AUXILIAIRE DE PUERICULTURE

☒ **RENTREE DE JANVIER**
☒ **RENTREE DE SEPTEMBRE**
(Cocher la rentrée concernée)

- Le tableau envoyé à la Région ne comprend pas les noms et prénoms des demandeurs d'emploi.
- Le total de la colonne stagiaire éligible au titre du SPRF, de la colonne Public éligible hors SPRF et de la Colonne Public éligible au titre du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC) est égal au nombre de demandeurs d'emploi financés dans le cadre du Programme Régional de Qualification par la Formation Continue.

Nom de l'organisme de formation	
Numéro SIREN	
Nom du correspondant	
messagerie	
téléphone	
Formation suivie (AS ou AP)	
Coût de formation	
Date de début formation	

Date de fin de formation							
Nombre d’heures							
Nombre total de demandeurs d’emploi bénéficiaires							
Nom	Prénom	Ville de résidence	Département de résidence	Public éligible au titre SPRF (aucun titre, diplôme ou certification)	Public éligible hors SPRF dans le PQFC de base	Public éligible aux places du PRIC	Bénéficiaires de l’ARE

ANNEXE 3

BILAN

FORMATION PARCOURS COMPLET : AIDE SOIGNANT ou AUXILIAIRE DE PUERICULTURE*ANNEE 2023**

☒ **RENTREE DE JANVIER**
☒ **RENTREE DE SEPTEMBRE**
(Cocher la rentrée concernée)

A REMPLIR PAR LA REGION ET A TRANSMETTRE A POLE EMPLOI

Nom des organismes de formation	Adresse	Ville	Département	Date de début et de fin de formation	AS ou AP	Coût de formation	Public éligible au titre du SPRF	Public éligible hors SPRF dans le PQFC de base	Public éligible aux places du PRIC	Inscrits à Pôle emploi	Bénéficiaires de l'ARE

Récapitulatif :

Nombre total d'organismes	
Nombre total de bénéficiaires DE	

ANNEXE 4**Désignation des membres du comité de pilotage :**

Pour le Conseil Régional Ile de France	Pour Pôle Emploi Ile de France
Pôle Transfert, recherche, enseignement supérieur et orientation en réseaux Direction des Formations Sanitaires et Sociales 2, rue Simone Veil 93400 Saint Ouen	Direction Régionale Ile de France Direction de la Stratégie et des Relations Extérieures Immeuble Le Pluton 3, rue Galilée 93884 Noisy Le Grand Cedex
La Directrice des Formations Sanitaires et Sociales Ou son représentant	Le Directeur Partenariats et des Relations Extérieures ou son représentant
Cheffe du service relation avec les organismes de Formations Sanitaires et Sociales ou son représentant	

Annexe 3 - Convention PQFC Rectorat

CONVENTION N° xxx

Relative au financement des centres de formation dispensant des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue des GIP FCIP

La région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente,
En vertu de la délibération CP n° 2023-269 du 5 juillet 2023

Ci-après dénommée « la Région »

ET

Nom du bénéficiaire :

Statut juridique :
Dont les statuts ont été publiés au journal officiel du
(Concerne uniquement les associations)
Enregistré auprès de la Préfecture de :
Adresse du siège social :
Représenté par :
Titre :
En vertu de

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

- VU** le code de l'éducation ;
- VU** le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, et R 6145-28 et suivants, L 4151-7, D 4383-1 et suivants ;
- VU** le code du travail, et notamment ses articles L 6121-2 et suivants ;
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social ;
- VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- VU** la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;
- VU** le décret n° 2021-522 du 29 avril 2021 modifiant le décret n°2002-1551 du 23 décembre 2002 fixant les taux et les montants de rémunération versée aux stagiaires de la formation professionnelle continue ;

- VU** l'arrêté du 12 avril 2021 portant diverses modifications relatives aux conditions d'accès aux formations conduisant aux diplômes d'Etat d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture ;
- VU** l'arrêté du 10 juin 2021 relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'aide-soignant et portant diverses dispositions relatives aux modalités de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux ;
- VU** l'arrêté du 10 juin 2021 relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture ;
- VU** la délibération n° CP 2018-174 du 30 mai 2018 relative aux formations sanitaires et sociales modifiant notamment le règlement d'intervention pour le Service Public Régional de Formation (SPRF) ;
- VU** la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 ayant pour objet l'adoption du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences relatif au cofinancement des formations des demandeurs d'emploi ;
- VU** la délibération n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant, notamment la modification du règlement régional des bourses ;
- VU** la délibération n° CP 2020-497 du 18 novembre 2020 approuvant, notamment la modification du règlement du fonds régional d'aide sociale ;
- VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;
- VU** la délibération n° CP 2021-462 du 19 novembre 2021 portant modification du règlement d'intervention pour la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;
- VU** la délibération n° CP 2021-450 du 19 novembre 2021-450 du 19 novembre 2021 approuvant la convention de financement des formations AS et AP et la convention Etat – Région relative au financement de places en IFSI ;
- VU** la délibération n° CR 2023-011 du 30 mars 2023 relative au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2023-2028 : une mobilisation pour la formation des futurs professionnels ;
- VU** le budget de la région Île-de-France ;
- VU** l'avis de la commission santé ;
- VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet général de la convention

La présente convention a pour objet :

- de subventionner les formations d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture dispensées dans les centres de formation autorisés par la Région pour le public éligible
- d'attribuer des rémunérations aux stagiaires de la formation professionnelle éligibles inscrits dans les centres de formation bénéficiaires.

Ce dispositif doit conduire à la gratuité de la formation (frais de sélection, coûts pédagogiques, frais de certification ...) des stagiaires répondant aux critères définis en annexe 1.

Les modalités de financement sont définies en annexe 1 à la présente convention.

La présente convention s'inscrit dans la mise en œuvre du schéma régional des formations sanitaires et sociales 2023-2028.

Article 2 : Obligations du bénéficiaire

Article 2.1 : Obligations relatives à la formation

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation, à son initiative et sous sa responsabilité, de l'ensemble des actions définies à l'article 1^{er} et à mettre en place les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale. Il s'engage à garantir l'accès aux informations relatives aux aides individuelles régionales et aux modalités de financement des parcours et à assurer la transmission des données individuelles des étudiants.

Article 2.2 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- assurer la gratuité de la formation pour les apprenants éligibles dans le cadre du SPRF et des apprenants éligibles à la subvention régionale dans la limite des places disponibles
- limiter les droits d'inscription à 100 € pour le public financé par la Région ;
- apporter toute explication ou transmettre, sur simple demande de la Région, tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution des actions subventionnées et la bonne gestion de l'organisme ;
- informer la Région, dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées, d'une part, des instances de décision et, d'autre part, de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;

- informer la Région des changements de directeur d'établissement de formation et déposer dans les meilleurs délais, un dossier de demande d'agrément de direction sur la plateforme régionale Mes Démarches ;
- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Le bénéficiaire peut être amené à fournir, sur demande de la Région, tous les éléments lui permettant d'attester du service fait, et notamment les listes d'émargement ;
- tenir un compte d'emploi de la participation allouée et tenir une comptabilité analytique relative aux formations subventionnées ;
- saisir dans l'applicatif KAIROS de Pôle emploi toutes les informations relatives au parcours de formation des demandeurs d'emploi (conformément aux dispositions du conventionnement KAIROS entre le centre et Pôle emploi) ;
- fournir le bilan financier et comptable annuel du bénéficiaire approuvé et certifié par le dirigeant ou par un commissaire aux comptes lorsque l'organisme réunit deux des trois critères définis à l'article R 6352-19 du code du travail ;
- fournir les comptes annuels clos, certifiés et/ou signés de l'exercice n-1 conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- remplir le tableau communiqué par la Région relatif aux parcours des stagiaires dans le cadre du partenariat entre la Région, Pôle emploi et l'Etat dans le cadre du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences ;
- saisir les informations nécessaires à la remontée des données des effectifs sur la plate-forme numérique commune aux organismes de formation et aux financeurs dénommée AGORA et plus particulièrement sur le déroulement de la formation et le suivi post-formation ;
- saisir les informations nécessaires aux enquêtes, notamment de la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) auprès des conseils régionaux portant sur la formation professionnelle continue, l'apprentissage et l'accueil, l'information et l'orientation.
- obtenir ou entamer le processus de certification QUALIOPi attestant de la qualité du processus mis en œuvre par les prestataires d'actions concourant au développement des compétences, qui souhaitent accéder à des fonds publics ou mutualisés, définie par le décret n°2019-565 du 6 juin 2019.

Article 2.3 : Obligations à l'égard des élèves et des stagiaires

Article 2.3.1 : Obligations générales

Le bénéficiaire s'engage à :

- proposer à tout candidat, à titre d'information, avant la réalisation de toute action, un document descriptif présentant les objectifs, le contenu et le coût de cette action, la participation financière de la Région ;
- préciser à tout candidat les frais d'inscription acquis au bénéficiaire en toutes circonstances ;
- fournir le règlement intérieur du centre de formation conformément aux dispositions du titre II du livre III de la 6ème partie du code du travail ;
- s'assurer de la protection sociale des stagiaires ;
- informer les stagiaires de la collecte de leurs données personnelles dans le cadre d'Agora prévue par les dispositions de la loi du 8 août 2016.

Article 2.3.2 : Mise en œuvre du service public régional de la formation

Le service public régional de formation (SPRF) pour les formations sanitaires et sociales instauré par le décret n° 2016-380 du 29 mars 2016, pris en application de l'article 21 de la loi du 5 mars 2014, fixe les modalités de l'accès gratuit aux formations des niveaux III et IV.

La région Île-de-France prend en charge les frais pédagogiques, les frais de certification et les droits d'inscription des élèves sortis du système scolaire depuis moins de deux ans (à l'exception faite des apprentis), des jeunes inscrits en mission locale, des demandeurs d'emploi, des bénéficiaires du RSA et des bénéficiaires de contrats aidés remplissant les conditions suivantes :

- être inscrit dans l'institut de formation pour préparer un des diplômes suivants : aide-soignant, auxiliaire de puériculture,
- ne pas avoir obtenu de diplôme, titre ou certification,
- être inscrit sur un parcours de formation complet.

Le critère d'ancienneté d'inscription à Pôle Emploi ne s'applique pas pour les élèves et stagiaires relevant du SPRF.

Au-delà de la prise en charge de la Région, un maximum de 100 € par année de formation peut demeurer à la charge de l'élève en formation pour les frais d'inscription.

La prise en charge de ces frais est intégrée à la subvention allouée au bénéficiaire. Les élèves n'ont aucune démarche à effectuer auprès de la Région.

Les frais d'hébergement, de restauration et d'équipement, ainsi que tout autre frais non précisé par le présent article, ne sont pas pris en charge par la Région.

Article 2.3.3 : Obligations relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

Les formations dispensées par le centre et précisées en annexe 3 à la convention ouvrent droit à rémunération des stagiaires de la formation professionnelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle telles que décrites en annexe 3 à la présente convention et conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

En cas d'agrément de rémunération pour des stagiaires de formation professionnelle, l'organisme s'engage à :

- fournir les dossiers de « demande d'admission au bénéfice des rémunérations des stagiaires de la rémunération professionnelle (RS1) » complets et validés par le prestataire retenu par la Région pour gérer et verser la rémunération,
- déclarer dans les meilleurs délais les états de fréquentation mensuels (hors période de congés scolaires) au prestataire afin que le stagiaire puisse être rémunéré rapidement,
- fournir au prestataire ainsi qu'à la Région tout autre document demandé pour l'instruction ou la complétude, ainsi que la diffusion, le contrôle et la remontée des dossiers,
- déclarer tous les stagiaires afin que ces derniers puissent bénéficier d'une protection sociale,

- fournir toute autre pièce à la demande de la Région et suivre ses instructions pour la diffusion, le contrôle et la remontée des dossiers.

Article 2.4 : Obligations relatives à la communication de données statistiques

Le bénéficiaire s'engage à transmettre toutes les données statistiques demandées par la Région et notamment :

- les informations relatives au pilotage du schéma des formations sanitaires et sociales ;
- les projets d'extension ou d'ouverture de nouvelles sections de formation des centres de formation sanitaires et sociaux pour contrôle et validation par la Région ;
- les informations relatives à la formation
- les informations nécessaires à la réalisation d'enquêtes ;
- les informations nécessaires à la communication au grand public.

Article 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région aux actions publiques concernées. En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 7.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1^{ère} de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la région Île de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation, liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Le bénéficiaire s'engage à indiquer de façon lisible et explicite la participation de la région Ile-de-France et de Pôle emploi à la réalisation de l'opération. Il apposera le logo de la région

Île-de-France, de Pôle emploi « avec le soutien de » sur tous les supports de présentation de leur action.

Préalablement à toute communication publique mettant en avant le projet sélectionné, l'information diffusée devra faire l'objet d'une validation par la Région. »

Article 2.6 : Obligations en matière d'éthique

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

Article 2.7 : Obligations en matière de procès-verbal de sécurité et d'accessibilité de la formation et des locaux aux étudiants en situation de handicap

Concernant les locaux, l'organisme doit veiller au respect des normes de sécurité en vigueur dans son établissement de formation et s'assurer du maintien de son procès-verbal de sécurité à jour.

Pour faciliter l'accès aux formations aux personnes handicapées, il est attendu que le bénéficiaire :

- s'engage à développer l'accueil des étudiants en situation de handicap et à prendre toutes dispositions afin de concourir à la formation de ces étudiants en milieu ordinaire de travail,
- participe activement à améliorer l'accompagnement en formation des personnes en situation de handicap en mobilisant les partenariats et financements existants avec l'AGEFIPH et la FIFPH,
- veille à assurer l'accessibilité physique de ses locaux aux personnes en situation de handicap conformément aux prescriptions de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014.

Article 2.8 : Obligations relatives au système d'information sur l'offre de formation

Face au défi de l'orientation, la région Île-de-France s'est engagée à apporter un accompagnement renforcé auprès des Franciliens en leur diffusant l'information la plus complète concernant l'offre de formation en Île-de-France. A cette fin, un portail numérique de l'orientation est mis à leur disposition permettant un accès direct aux offres de formation géolocalisées, et délivrant les informations essentielles sur les métiers, les formations et leurs débouchés.

Il est ainsi attendu que :

- le bénéficiaire contribue aux contenus du portail en fonction des sollicitations régionales et fournisse les informations sur les moments « forts » dans son établissement (portes ouvertes, rentrée des sessions, etc.),
- le bénéficiaire s'engage à renseigner la base de données dédiée à l'offre de formation¹ avant chaque nouvelle rentrée (janvier, septembre). Cette banque de données sur l'offre de formation fournit l'information contenue dans le portail

¹ www.idf.dokelio.fr

numérique de l'orientation destiné aux franciliens, salariés ou en recherche d'emploi, et professionnels de la formation, de l'emploi et de l'insertion.

Article 2.9 : Obligations relatives à la remontée des données des apprenants sur le déroulement de la formation et le suivi post-formation

Afin de répondre aux dispositions réglementaires et aux délais du calendrier fixés par l'Etat, la région Île-de-France a fait le choix de mettre en place un module « Apprenant » pour assurer la remontée des données des effectifs entrés en formation à compter de septembre 2020 sur une plate-forme numérique dédiée².

Article 2.9.1 : Obligation légale

Dans le cadre de la loi du 8 août 2016, les organismes des formations sanitaires et sociales sont tenus d'envoyer les données des apprenants **hors formation initiale et financés par la région Île-de-France** vers l'application SOLSTISS avant leur transmission à l'Etat.

Il est ainsi attendu que le bénéficiaire communique dans ce cadre :

- les données sur le déroulement de la formation ;
- les données sur le suivi post-formation.

Article 2.9.2 : Mission d'intérêt public

Les organismes des formations sanitaires dans le cadre de ce dispositif remontent, à compter du 1^{er} septembre 2021, les données concernant **l'ensemble du public éligible** aux formations d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture **financées** par la région Île-de-France afin de mettre en place un suivi post-formation du public financé.

Article 2.10 : Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel³, la région Île-de-France et le bénéficiaire sont qualifiés de Responsables de traitement « disjoints ». La Région et le Responsable de traitement disjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

La région Île-de-France n'intervient d'aucune manière dans les traitements réalisés et opérés par le Responsable de traitement Disjoint.

Ainsi, les Parties reconnaissent que, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, chacune d'elles est libre de déterminer les moyens et les finalités des traitements qu'elle réalise.

De ce fait, lorsque les Parties s'échangent des données à caractère personnel, ces transferts ont lieu d'un Responsable de traitement vers un autre, chacune des Parties étant destinataire de l'autre.

Les Parties s'engagent à respecter, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les obligations légales et réglementaires qui leur incombent au titre de la réglementation en

² SOLSTISS

³ Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier le RGPD et la Loi Informatique et libertés.

En particulier, chacune des Parties s'engage à :

- informer les personnes concernées des traitements qu'elle réalise à partir de leurs données. Cette information devra être conforme à l'article 13 du RGPD (lorsque les données sont collectées directement auprès de la personne concernée) et 14 du RGPD (en cas de collecte indirecte) ;
- recueillir le consentement de la personne concernée lorsqu'il est requis ;
- permettre à la personne concernée d'exercer ses droits en vertu de la réglementation relative à la protection des données ;
- mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données contre toute destruction fortuite ou illicite, perte accidentelle, altération, divulgation ou accès non autorisé ;
- respecter les obligations légales en matière de flux de données hors de l'Union européenne ;
- inscrire les traitements qu'elle met en œuvre au registre des activités de traitements tenu en qualité de Responsable du traitement ;
- nommer un délégué à la protection des données si elle y est astreinte en vertu de l'article 37 du RGPD et, le cas échéant, communiquer à l'autre Partie le nom et les coordonnées de celui-ci ;
- encadrer les relations avec ses sous-traitants par un contrat conforme à l'article 28 du RGPD ;
- assurer un niveau de sécurité adapté au risque que présentent les traitements qu'elle met en œuvre, en tenant compte notamment de la nature des traitements et du type des données traitées.

Chacune des Parties fait son affaire de fournir, au nom de l'autre Partie, à son personnel concerné toute information relative au traitement mis en œuvre par elle et garantit l'autre Partie de ce fait.

Lorsqu'une Partie reçoit une demande d'exercice de droit concernant les traitements mis en œuvre par l'autre Partie, la Partie qui réceptionne cette demande doit adresser ces demandes à l'autre Partie immédiatement afin qu'elle puisse répondre dans les délais impartis par le RGPD.

Article 2.11 Echanges des données entre les Parties

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région les données précisées ci-dessous, portant sur les apprenants accueillis au sein de ses parcours et dont la formation fait l'objet d'un financement par la Région, afin de lui permettre de remplir ses obligations réglementaires et de lui donner les moyens de piloter la politique régionale de soutien aux formations sanitaires et sociales.

Les données échangées comportent, pour les personnes financées par la Région en formation professionnelle, les éléments suivants :

- le NIR (Numéro d'Inscription au Répertoire d'identification des personnes physiques) et autres données d'identification, notamment l'État civil de l'apprenant ;
- les données de contact de l'apprenant ;
- les données relatives à l'action de formation ;
- les données relatives à l'entrée effective, aux interruptions et aux sorties de formation ;

- les données relatives au parcours professionnel du titulaire du compte ;
- les données relatives au parcours de formation du titulaire du compte.

L'échange de données est effectué via le module apprenants de l'application SOLSTISS.

A compter de la rentrée de septembre 2020, le bénéficiaire s'engage à transmettre les données y compris la reprise d'antériorité dans le calendrier transmis par la Région.

Article 3 : Engagement de la Région

Article 3.1 : Caducité

Si, à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de première demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de 1^{ère} demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé devient caduc.

Dans le cas où la demande de 1^{er} acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du 1^{er} acompte.

Article 3.2 : Disposition financière

La Région s'engage à soutenir financièrement les programmes de formation mis en place par le bénéficiaire et visés en annexe 1 à la présente convention, sous réserve du respect par ce dernier des dispositions de la présente convention.

Article 3.3 : Principe de calcul de la subvention

Les modalités de financement sont précisées en annexe 1 à la présente convention.

Sur la durée de la convention, le montant de la subvention régionale est déterminé à partir :

- du remplissage des places attribuées en 2018-2021,
- des coûts de formation de chaque organisme,
- du coût médian régional de l'ensemble des organismes objets du programme
- de l'enveloppe budgétaire disponible.

La subvention régionale constitue un plafond et doit correspondre à un nombre minimum de de stagiaires éligibles pour lesquels la formation est gratuite.

La subvention totale du bénéficiaire est la somme des subventions calculées pour chaque formation éligible au dispositif.

Le montant de la subvention peut être révisé chaque année.

La présente convention couvre toutes les rentrées s'échelonnant de janvier 2022 à septembre 2024.

Article 3.4 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes et de l'annexe 2 (points 2 à 4) à la présente convention :

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

La subvention est payée en trois versements et selon les modalités suivantes :

- 70% de la subvention de l'année n versés en deux acomptes sur présentation des pièces listées en annexe 2 à la convention :
 - o 1^{er} acompte : 40% à partir du troisième mois qui suit le début de la formation,
 - o 2^{ème} acompte : 30% à partir du septième mois qui suit le début de la formation.
- 30% de solde de subvention de l'année n à l'issue de la formation.

Le versement du solde est subordonné à :

- la demande de versement de la subvention
- la présentation de la liste des stagiaires la liste des stagiaires présents au moment de l'appel de fonds et éligibles, en distinguant dans l'ordre, le public éligible SPRF pour les places du PQFC, le public éligible hors SPRF pour les places du PQFC et enfin le public éligible aux places du PRIC.
- la production du compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la région Île-de-France.

Article 3.5 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fait l'objet d'un versement de la dépense réalisée fonction du nombre d'apprenants financés effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu. Le versement du solde est, dès lors, ajusté en fonction des besoins réels du bénéficiaire.

Dans le cas où le nombre minimum d'apprenants financés n'est pas atteint, la subvention régionale attribuée est révisée dans le cadre des modalités suivantes :

$$\begin{aligned} & \text{nombre minimum de demandeurs d'emploi à financer} \\ & - \text{nombre de demandeurs d'emploi financés} \\ & \quad \times \text{coût de la formation du bénéficiaire} \\ & = \text{part de la subvention à reverser.} \end{aligned}$$

Article 3.6 : Éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables prises en compte concernent les rentrées listées en annexe 1 à la présente convention.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} septembre 2023.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Article 5 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

En outre, en cas de reprise d'activité, la Région s'assure du transfert des activités de formation dans le ou les centres de formation considérés. Le centre de formation transfère les données administratives, financières et pédagogiques à ce ou ces même(s) centre(s).

Article 6 : Restitution de la subvention

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Article 7 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la Commission permanente du Conseil régional.

Article 8 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes adoptées par délibération n° CP 2023-269 du 5 juillet 2023.

Article 9 : Litiges

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au tribunal administratif compétent dans le ressort territorial de la région Île-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 1 exemplaire original

Le

Le

Pour le bénéficiaire
Nom, Prénom du signataire
Qualité
(signature et cachet)

Pour la région Ile-de-France
La Présidente du conseil régional

ANNEXE 1

Dispositions financières

1. Financement régional et de l'Etat dans le cadre du PRIC

La subvention régionale s'élève à X € et permet de financer un minimum de X apprenants, répartis comme suit :
Département : xxxx

Formation aide-soignant

Institut de formation	Session : janvier ou septembre	Total du nombre d'apprenants minimum financés par la Région	N°Dossier IRIS (PQFC)	Subvention PQFC N°Dossier IRIS (PQFC)	Total du nombre d'apprenants minimum financés par le PRIC	N°Dossier IRIS (PRIC)	Subvention PRIC

Département : xxxx

Formation auxiliaire de puériculture

Institut de formation	Session : janvier ou septembre	Total du nombre d'apprenants minimum financés par la Région	N°Dossier IRIS (PQFC)	Subvention PQFC N°Dossier IRIS (PQFC)	Total du nombre d'apprenants minimum financés par le PRIC	N°Dossier IRIS (PRIC)	Subvention PRIC

La subvention totale du bénéficiaire est la somme des subventions calculées pour chaque formation éligible au dispositif. Elle permet de prendre en charge les frais de sélection, les frais pédagogiques, les frais de certification et les droits d'inscription des élèves éligibles.

2. Effectifs éligibles

L'accès au programme est déterminé par un certain nombre de critères. Seuls les effectifs inscrits, suivant une formation à temps plein et présents 1 mois après la rentrée, sont éligibles à la subvention régionale. Le statut est considéré à l'entrée en formation et vaut pour toute la durée de la formation.

Ⓟ Le public éligible au SPRF est prioritaire.

La Région Ile-de-France prend en charge les frais de sélection, les frais pédagogiques, les frais de certification et **des élèves sortis du système scolaire depuis moins de deux ans (à l'exception faite des apprentis), des jeunes inscrits en mission locale, des**

demandeurs d'emploi, des bénéficiaires du RSA et des bénéficiaires de contrats aidés remplissant les conditions suivantes :

- **ne pas avoir obtenu de diplôme, titre ou certification,**
- être inscrit dans un institut de formation listé en annexe de la délibération n° CP 2018-174 pour préparer un des diplômes suivants : **aide-soignant, auxiliaire de puériculture.**
- être inscrit sur **un parcours de formation complet.**

Ⓟ Sont ensuite éligibles les publics hors SPRF suivants, en fonction des places disponibles, sachant que le statut est considéré à l'entrée en formation et vaut pour toute la durée de la formation :

- les demandeurs d'emploi (catégories A et B)⁴, inscrits à Pôle emploi depuis 6 mois au minimum à l'entrée en formation, dont le coût de formation n'est pas pris en charge par Pôle emploi,
- les jeunes inscrits en mission locale,
- les bénéficiaires d'un PEC (Parcours Emploi Compétences)
- les bénéficiaires du RSA (revenu de solidarité active)
- les jeunes dont le service civique s'est achevé dans un délai d'un an avant l'entrée en formation.

Lorsque l'élève ou l'étudiant répond à l'une de ces situations, il est éligible au financement régional (les places affectées au titre du PQFC doivent être prioritairement utilisées ; les places du PRIC sont utilisées en complément)

Les reports, les transferts et les redoublements peuvent être pris en compte dans les effectifs après accord de la Région. □

La Présidente peut accorder une dérogation pour prendre en charge le financement de la formation à titre exceptionnel et après examen du dossier du candidat. La demande de dérogation doit exclusivement être formulée par le centre de formation qui s'engage à ne pas orienter l'étudiant directement vers la Région pour ce motif.

3. Effectifs non éligibles

- les agents publics (y compris en disponibilité),
- les salariés du secteur privé,
- toute personne ayant bénéficié d'une prise en charge partielle par Transitions Pro, □
- les abandons intervenus dans le mois suivant l'entrée en formation,
- les apprentis,
- les passerelles,
- les personnes en validation des acquis de l'expérience,

⁴ Le demandeur d'emploi de **catégorie A** correspond à une « personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi quel que soit le type de contrat (CDI, CDD, à temps plein, à temps partiel, temporaire ou saisonnier) » tandis que celui de **catégorie B** correspond à une « personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures **maximum** par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi ».

ANNEXE 2

Documents à présenter à la Région

1- Au démarrage de la formation :

Le bénéficiaire fournit par institut de formation la liste des stagiaires présents au démarrage et éligibles en distinguant ceux relevant du SPRF pour les places du PQFC, le public éligible hors SPRF pour les places du PQFC et ceux relevant du PRIC et en précisant leurs coordonnées téléphoniques et adresses de messagerie, selon le modèle type défini par la Région.

2- Pour le premier versement, à partir du troisième mois qui suit le début de la formation :

Le bénéficiaire fournit les informations suivantes selon des modèles types que la Région définit :

- la demande de versement de subvention
- la liste des stagiaires présents par institut de formation au moment de l'appel de fonds et éligibles, en distinguant dans l'ordre, le public éligible SPRF pour les places du PQFC, le public éligible hors SPRF pour les places du PQFC et enfin le public éligible aux places du PRIC.
- la délégation de signature, le cas échéant,
- un relevé d'identité bancaire.

Les documents doivent être signés par le représentant habilité de l'organisme bénéficiaire de la subvention, qui certifiera la réalité de la dépense et son affectation à la formation subventionnée, et transmis à la Région dans les délais impartis.

3- Pour le deuxième versement :

Le bénéficiaire fournit les informations suivantes selon des modèles types que la Région définit :

- la demande de versement de la subvention

4- Pour le solde :

Le bénéficiaire fournit les informations suivantes selon des modèles types que la Région définit :

- la demande de versement de subvention
- la liste par institut de formation des stagiaires ayant suivi l'intégralité de la formation et éligibles au dispositif, en distinguant dans l'ordre, le public éligible SPRF pour les places du PQFC, le public éligible hors SPRF pour les places du PQFC et enfin le public éligible aux places du PRIC.
- la production du compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée par département,

Lorsqu'il s'agit d'un organisme public, le comptable certifie que les dépenses prises en charge par le bénéficiaire sont exactes et réelles.

5- Pièces complémentaires annuelles à produire :

Les documents suivants sont transmis chaque année à la Région :

- les comptes annuels clos certifiés selon la réglementation en vigueur : compte de résultat, bilan, annexes, balance des comptes.

ANNEXE 3

Rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

1. Présentation du dispositif

La rémunération des stagiaires de la formation professionnelle continue est versée par le prestataire retenu par la Région dès lors que la formation fait l'objet d'un agrément à la rémunération par la Région, conformément au code du travail.

Quelle que soit la formation concernée, le montant de la rémunération varie selon la situation des stagiaires, conformément aux modalités de calcul de la rémunération professionnelle, prévues par le livre III de la 6^{ème} partie du code du travail, décret n°2021-522 du 29 avril 2021.

La rémunération des stagiaires de la formation professionnelle n'est pas cumulaire avec l'attribution d'une bourse ou du FRAS, ni avec une indemnité de Pôle emploi.

2. Pour les formations d'aide-soignant et auxiliaire de puériculture

Le dispositif ouvre droit à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle correspondant au public éligible précisé ci-dessous, sous réserve du vote de l'assemblée délibérante et dans la limite des crédits disponibles.

a. Public éligible

Seuls les **effectifs inscrits sur une place financée par la Région et non indemnisés** au début ou en cours de formation, suivant une formation à temps plein et présents 1 mois après la rentrée, sont éligibles à l'attribution d'une rémunération de la formation professionnelle et d'une protection sociale.

Seuls les bénéficiaires du RSA et de la Garantie Jeunes peuvent cumuler l'allocation et la rémunération.

Compte tenu du profil des stagiaires s'inscrivant dans ces formations, des dérogations peuvent être accordées, au cas par cas, par le Président du Conseil régional.

b. Procédure et obligation des centres de formation

1. La Région établit pour 3 ans (en lien avec la durée de la convention triennale), les arrêtés de rémunération pour les formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture).
2. La Région adresse au centre de formation ainsi qu'au prestataire l'arrêté de rémunération triennal.

Le centre de formation doit fournir toutes les informations nécessaires à l'instruction des dossiers par les services du prestataire (certificat de démarrage de la formation, état de fréquentation des stagiaires, saisie dans le logiciel du dossier RS1 de demande d'admission au bénéfice des stagiaires de la rémunération professionnelle...).